

L'évolution du dispositif MaPrimeRénov' inquiète les propriétaires



© 2023 Les Echos Publishing

En juillet 2022, le ministère de la Transition écologique avait annoncé que, sur les 30 millions de résidences principales que l'on compte en France au 1^{er} janvier 2022, près d'1,5 million seulement seraient peu énergivores (identifiables par leur étiquette A et B du DPE). À l'inverse, ce sont près de 5,2 millions d'habitations qui seraient des passoires énergétiques (F et G du DPE).

Afin d'inciter les Français à rénover leurs logements, les pouvoirs publics ont mis en place différents dispositifs et systèmes d'aides. Le plus connu d'entre eux, le dispositif MaPrimeRénov', devrait prochainement évoluer pour favoriser les rénovations globales plutôt que les travaux isolés. Une évolution qui pourrait être contre-productive au vu des envies des Français concernant la rénovation de leur logement.

En effet, selon un sondage récent réalisé par OpinionWay pour BigMat, sur 670 000 rénovations énergétiques réalisées en 2022, seulement 10 % d'entre elles concernaient des travaux de rénovation globale. D'autres chiffres interpellent. Parmi les personnes interrogées pour ce sondage, 61 % jugent que conditionner une aide à la réalisation d'un bouquet de travaux est contre-productif. Elles estiment que des rénovations ponctuelles régulières est bien plus efficace.

Lorsqu'ils s'orientent vers des rénovations par poste, les Français investissent, en première intention, dans l'isolation de leur bien (75 %). Dans le détail, ils privilégient l'isolation par l'extérieur (6 %), de la toiture (5 %), des murs intérieurs (4 %) et du plancher (3 %). Viennent ensuite le poste « chauffage » (7 %), le changement des menuiseries (6 %) et la ventilation (4 %).

À noter : suite à l'épisode de l'hiver dernier conduisant à des problèmes de production et d'approvisionnement en énergie, plus de 3 millions de Français ont envie d'investir dans des panneaux photovoltaïques.

Interrogés sur leurs motivations à réaliser des travaux de rénovation, 37 % des répondants cherchent à réduire leur facture dans un contexte inflationniste. Ils sont également 37 % à vouloir améliorer leur confort thermique.

Bien que les Français soient réceptifs à ce type de travaux, ils affichent peu de sérénité sur leur réalisation concrète. En effet, l'aspect financier est, pour 76 % d'entre eux, un facteur d'inquiétude. Ils craignent notamment de rencontrer des difficultés dans la maîtrise des coûts durant cette période d'inflation et de pénuries de matériaux et de main-d'œuvre.